Humanitaire
Enjeux, pratiques, débats

38 | 2014
Au défi de l'anthropocène : la nécessaire alliance des humanitaires et des environnementalistes ?

Le Politique, chaînon manquant entre humanitaires et environnementalistes ?

Dialogue entre Rony Brauman et Bruno Rebelle

Rony Brauman, Bruno Rebelle, Boris Martin et Christophe Buffet

Édition électronique
URL : https://journals.openedition.org/humanitaire/2957
ISSN : 2105-2522

Éditeur
Médecins du Monde

Édition imprimée
Date de publication : 1 juillet 2014
Pagination : 32-43
ISSN : 1624-4184

Référence électronique
Rony Brauman, Bruno Rebelle, Boris Martin et Christophe Buffet, « Le Politique, chaînon manquant entre humanitaires et environnementalistes ? », *Humanitaire* [En ligne], 38 | 2014, mis en ligne le 12 septembre 2014, consulté le 24 octobre 2022. URL : http://journals.openedition.org/humanitaire/2957

Tous droits réservés

Le Politique, chaînon manquant entre humanitaires et environnementalistes ?

Dialogue entre Rony Brauman et Bruno Rebelle

Ils ont dirigé deux des plus emblématiques ONG humanitaires et de protection de l'environnement : Médecins Sans Frontières pour le premier (1982-1994), Greenpeace pour le second (1997-2003). Nées la même année, en 1971, ces deux associations n'en ont pas moins grandi séparément, chacune investissant son propre champ de compétences, nouant fort peu de relations entre elles. À cet égard, elles sont à l'image de leurs consœurs respectives : proches et pourtant distantes à la fois. Quelles sont les raisons de ce paradoxe et est-il envisageable de le dépasser ? C'est ce que nous avons demandé à Rony Brauman et Bruno Rebelle.

Revue *Humanitaire* : Première question, très simple : est-ce que vous vous connaissiez avant cette rencontre ?

Bruno Rebelle : Oui, on s'est rencontré alors que j'étais directeur de Vétérinaires Sans Frontières. Même si cette association intervenait plutôt sur le champ du développement, nous étions proches des gens de l'humanitaire d'urgence, notamment au Mali en 1985 où la sécheresse faisait des ravages et où, pour préserver le capital des éleveurs, nous avons favorisé un programme d'abattage massif des animaux pour les transformer en viande séchée, reprise comme substrat alimentaire par Médecins Sans Frontières. Par la suite, en qualité de directeur exécutif de Greenpeace, on s'est croisé à différentes reprises.

R. H. : Rony Brauman, en qualité de président de Médecins Sans Frontières, puis directeur de recherches au Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires (Crash), l'environnement est-il une préoccupation ?

Rony Brauman : Bien sûr, ne serait-ce que parce qu'on n'est pas Médecins Sans Frontières à plein temps ! On est aussi un habitant de la planète, un citoyen d'un pays, et en tant que tel, traversé par des préoccupations partagées par la société toute entière. « L'angoisse environnementale » – pour employer une expression reflétant un peu la manière dont cette question est perçue – pénètre forcément les ONG humanitaires même si elle ne se traduit pas, il est vrai, en priorité en leur sein. La difficulté principale réside, au-delà de la coïncidence des créations institutionnelles de Greenpeace et de Médecins Sans Frontières en 1971, dans ce qui les distingue et qui, à mon avis, relève d'une conception de la temporalité de l'action. Par nature, l'action environnementale, disons écologiste, s'inscrit dans un temps long, celui de l'anticipation : les constats d'aujourd'hui sont, d'une certaine manière, construits en fonction du retentissement qu'ils auront dans le futur. L'humanitaire, lui, s'intéresse « à l'ici et au

maintenant », à la préservation de la vie, en s'émancipant de la nécessité pourtant bien réelle d'apprécier les conséquences ultérieures. Prenons le cas des camps de réfugiés ou de déplacés qui sont toujours envisagés sous l'angle de l'aide immédiate à la survie, de la prévention des maladies, donc de la préservation du groupe humain concerné : c'est toute la grandeur de l'humanitaire, mais aussi ses limites. Car pour la société qui accueille ces camps, dans lesquels on peut trouver des centaines de milliers de personnes, c'est bien souvent la destruction de l'environnement et l'assèchement des ressources qui inquiètent. Cela crée une tension entre l'action humanitaire et « la vie durable » en général, sans même parler de préoccupations environnementales. Si la plupart des ONG humanitaires, comme Médecins Sans Frontières, ont fait le choix du sauvetage immédiat des hommes, c'est au nom d'une sorte de séparation des tâches : elle a ses mérites – il faut être conscient de nos limites –, mais aussi ses contradictions puisqu'elle conduit à être indifférent aux dégâts auxquels nous contribuons et qui sont gravissimes pour les gens qui en subissent les conséquences. Nous n'avons pas encore réussi à sortir clairement de cette tension, si ce n'est par quelques actions qui sont symboliques certes, mais qui pour cette raison précisément ont leur importance. Je pense à Médecins du Monde qui s'intéresse à la question du recyclage des déchets électroniques et de ses conséquences sanitaires aux Philippines, ou à Médecins Sans Frontières qui se préoccupe des effets environnementaux et sanitaires de l'orpaillage en Afrique de l'Ouest du fait de l'usage des métaux lourds. On voit bien à travers ces exemples qu'un lien est en train de se créer. Il n'empêche qu'on ne peut négliger cette tension de fond qui subsiste entre le court terme – l'horizon primordial des humanitaires – et le moyen terme des dix ou vingt ans à venir – qui est l'horizon, pas moins légitime, des environnementalistes.

B. R. : Je suis assez d'accord. Il faut sans doute préciser que le mouvement écologiste militant international est principalement né en Europe et en Amérique du Nord, c'est-à-dire à l'initiative de gens plutôt aisés et cultivés qui ont abordé la dégradation de l'environnement dans leur champ de proximité – leur pays, leur zone géographique. Ils ont rapidement pris conscience que la protection de l'environnement recouvrait des enjeux globaux comme la biodiversité ou le changement climatique qui ne pouvaient pas être traités que localement. S'ils ont donc progressivement élargi leur champ, ils l'ont fait en gardant leur américano-centrisme ou leur européocentrisme : quand ils sont arrivés en Amazonie ou en Afrique centrale, ils ont vu ces régions

comme des espaces à protéger, sans forcément voir les populations qui vivaient dans la précarité ni prendre la mesure des tensions et des conflits qui pouvaient générer des déplacements de populations, lesquels peuvent entraîner les dégradations de l'environnement dont parlait Rony Brauman. Il faut admettre que l'humain ne faisait pas suffisamment partie de la grille de lecture des promoteurs initiaux de la pensée environnementale, notamment pour la raison qu'il évoquait à juste titre, à savoir cette opposition assez fondamentale entre les deux leviers d'action et leur temporalité. Si je prends l'exemple de Greenpeace, c'est en étendant son champ d'action à l'ensemble de la planète, précisément pour traiter des problèmes globaux, que l'association a pris conscience que l'environnement recouvrait aussi l'accès des populations locales aux ressources. Nous sommes ainsi devenus plus sensibles à la problématique du développement, davantage d'ailleurs qu'à celle de l'aide d'urgence, même si Greenpeace a parfois collaboré avec des opérateurs humanitaires…

R. B. : … comme Médecins Sans Frontières au Liban où Greenpeace nous a aidés à faire un pont humanitaire entre Chypre et Beyrouth, parce qu'il n'y avait pas d'autre possibilité d'accéder. Cela fut le cas aussi en Indonésie après le tsunami à Banda Aceh où Greenpeace a mis à notre disposition pendant près d'un mois un de ses bateaux qui se trouvait dans la zone. Ce fut une aide précieuse, mais surtout logistique et non pas stratégique ou politique. De ce point de vue-là, et pour compléter ce que disait Bruno Rebelle, je dirais en effet que les écologistes font plus facilement alliance avec les développementistes car ils se retrouvent dans une temporalité longue, quand les humanitaires restent dans une temporalité plus courte.

B. R. : C'est la question climatique qui a créé un espace de rapprochement entre les associations de protection de l'environnement et les acteurs du développement à base de démarches conjointes fondées notamment sur le fait que le changement climatique va peser sur les populations les plus vulnérables et imposer une contrainte supplémentaire au développement.

R. H. : Cette alliance objective plus naturelle entre développementistes et environnementalistes n'est-elle pas due à une particularité bien française, à savoir la distinction assez forte, presque identitaire, entre humanitaires d'un côté et développementistes de l'autre ? Par ailleurs, à l'intérieur de la

sphère humanitaire, nous raisonnons davantage en termes de métiers, la santé par exemple, alors que les ONG anglo-saxonnes font aussi bien du développement que de l'urgence…

B. R. : C'est vrai. J'ai eu la chance de travailler pendant un peu plus de quatre ans pour Greenpeace International, et nous avions davantage de collaborations avec Oxfam ou Care sur ces enjeux climatiques qu'avec les ONG françaises.

R. B. : J'ai tendance à penser que le développement est une modalité de l'humanitaire si l'on prend ce dernier comme un état d'esprit puisant ses origines historiques dans l'humanisme philanthropique, le socialisme, la réforme sociale, etc. De ce point de vue là, humanitaires et développementistes se retrouvent dans une démarche commune, à tel point que les personnels circulent aisément entre les différentes structures. En revanche, je vois une différence du point de vue de la sociologie des organisations d'entraide : les structures anglo-saxonnes sont en quelque sorte « multi-mandats » quand les françaises sont davantage focalisées sur un périmètre d'action très limité. Je ne vois pas Care comme faisant à la fois de l'humanitaire et du développement, mais comme un organisme d'entraide « attrape-tout », sans qu'il faille voir là un jugement de valeur de ma part. Cette ONG se saisit de toutes sortes d'enjeux dès lors qu'ils lui semblent relever d'un intérêt général, d'un bienfait pour l'humanité. La tradition française, plus récente d'ailleurs, fait la part belle à la concentration professionnelle – les « Sans Frontières » par corps de métier –, ce qui induit une plus grande efficacité, mais aussi un relatif isolement par rapport à d'autres enjeux.

R. H. : Pourtant, la plupart des ONG humanitaires françaises ne cantonnent plus leurs actions à l'urgence médicale pure. L'image des « pompiers de l'humanitaire » cède le pas à celle de « médecins développeurs », voire engagés dans le changement social, inscrivant donc leur action dans le temps long. Dès lors, n'y a-t-il pas là un espace pour une approche intégrant davantage l'environnement ? Par ailleurs, les humanitaires ont eux-mêmes un impact sur ce dernier : que l'on pense à leur empreinte écologique *via* l'utilisation des avions pour se rendre sur les terrains et y acheminer le fret, ou aux déchets (batteries de voitures, matériels médicaux, etc.) qu'ils produisent. Ce n'est sans doute pas négligeable quand on imagine le nombre d'ONG qui sillonnent aujourd'hui le monde. Cela les renvoie en tout cas à leur propre responsabilité…

B. R. : Je veux bien qu'on mesure l'empreinte environnementale de l'action humanitaire internationale – si MSF s'engageait demain sur un programme de compensation de ses émissions de carbone liées aux déplacements par avion de ses volontaires, j'applaudirais –, mais je pense qu'il faut être raisonnable : cet impact représente une goutte d'eau à côté des dégâts causés par les grands acteurs de l'industrie et notre société de consommation. Ce qui m'intéresse, ce sont les leviers de transformation. Il faut faire émerger des collaborations et des synergies afin que les acteurs du développement, de l'humanitaire et de la protection de l'environnement fassent pression ensemble sur les gouvernements et les grandes entreprises. Il importe de changer le cours des tendances qui, si elles devaient se poursuivre, ne feraient qu'aggraver les situations de crise qui, à leur tour, créeraient un besoin d'actions humanitaires. On voit des choses émerger en ce sens en amont des conférences climat, notamment celle qui se tiendra à Paris en novembre 2015, théoriquement un point de passage important. Des coalitions rassemblant au-delà des seuls acteurs de l'environnement sont en train de se constituer, et c'est une bonne chose : il faut que nos différents constats convergent pour imposer des décisions au niveau international.

R. B. : Je rejoins Bruno Rebelle sur le fait que l'impact environnemental des humanitaires représente une portion infime. Pour autant, ces mêmes humanitaires doivent en tenir compte et accepter de se soumettre en quelque sorte à un droit commun qu'ils ont tendance à négliger du fait de la posture de surplomb qu'ils adoptent parfois du haut de leur position de « sauveteurs »… Ils devraient donc prendre en compte l'environnement au quotidien, par une sorte de discipline intégrée à leurs pratiques. J'ai le souvenir de quelques visites de terrain qui m'ont choqué par les moyens importants mis en œuvre. Ils n'avaient pourtant rien d'indécent dans la mesure où ils étaient réglés sur une situation donnée, mais je ne pouvais m'empêcher de penser que les modes de forage, de transport ou d'approvisionnement utilisés auraient pu être davantage économes, plus sobres sur le plan environnemental, et ce sans aucune conséquence du point de vue du service apporté aux populations. On a vraiment une marge d'amélioration de ce point de vue là et il n'y a pas de raison qu'on s'en exonère alors qu'en tant que citoyens, on attend de toutes les institutions qu'elles fassent cet effort : nous devons assumer, à notre niveau, une forme de responsabilité environnementale. En revanche, je suis beaucoup plus circonspect sur la question du positionnement des humanitaires, que ce soit du point de vue opérationnel ou

public, c'est-à-dire au niveau des prises de paroles, interpellations et autres demandes d'actions conjointes. J'ai toujours défendu une position restrictive sur ce plan-là, l'expérience montrant que des démarches communes révèlent souvent des différences de sensibilités, lesquelles aboutissent à des séparations : l'histoire de MSF et MdM est emblématique de ce point de vue… Par ailleurs, le fait d'être humanitaire n'autorise pas à parler au nom de l'humanité, une tentation à laquelle nous avons souvent du mal à résister. Tout comme MSF, je défends une conception limitative de l'humanitaire : tous les intérêts de l'humanité ne se concentrent pas dans le champ humanitaire. Et pour conserver une parole qui porte, il me semble qu'il faut l'exercer dans les domaines dans lesquels on est légitimes. Or, exprimer le souci de ne pas voir se succéder des opérations de secours les unes après les autres et l'associer aux phénomènes nés du changement climatique ne me semble pas suffisant. De manière générale, le ressort de légitimation qui consiste à vouloir démontrer sa force en plaidant pour l'avènement d'un monde dans lequel on serait devenu inutile – un discours classique chez les humanitaires – me semble relever du faux bon sens. Bien évidemment, personne n'a envie que des cyclones s'abattent sur les villes, mais je pense que les écologistes sont beaucoup plus légitimes à prendre la parole sur les thèmes environnementaux. Entendre des humanitaires dire qu'ils ne veulent plus de catastrophes naturelles, ou pseudo-naturelles, me semble vain. Et une parole vaine n'est pas simplement une parole perdue, c'est une parole qui affaiblit la parole suivante. Voilà pourquoi Médecins Sans Frontières a pu refuser de participer à des coalitions d'ONG sur le thème du climat. Mais encore une fois, ce n'est pas le fruit d'une lecture sectorielle ou corporatiste, mais le souci de légitimité et de maintenir une parole qui porte.

B. R. : Certes, mais je pense que le discours des acteurs de la société civile s'essouffle vite s'ils ne se coalisent pas pour s'articuler avec le champ politique et économique. J'entends bien le propos de Rony Brauman consistant à dire que MSF ne se sentirait aucune légitimité particulière à proclamer, par exemple, qu'il faudrait un régime international de régulation d'émissions de CO_2 ! Dans le même temps, la légitimité de la prise de parole d'un corps organisé dépend de sa surface, de son histoire, de sa respectabilité, et de ce point de vue je pense que si Médecins Sans Frontières décidait de s'associer à une initiative mondiale sur le climat, je ne pense pas que cela affaiblirait une prise de parole ultérieure de MSF sur un autre sujet humanitaire. Par ailleurs, la question climatique représente un enjeu tel qu'on a une sorte de responsabilité supérieure car si le climat se dérègle

totalement, c'est sûr, on aura plus de conflits, de précarité et de difficultés d'accès aux ressources. Mais encore une fois, c'est un débat qui reste franco-français parce que chez les Anglo-Saxons, dans le travail mené en amont des négociations climatiques, tous les grands acteurs de l'action humanitaire et développementiste – Oxfam, Care, Save the Children – ont fait front commun avec les environnementalistes comme Greenpeace, WWF ou Friends of the Earth…

R. B. : Médecins Sans Frontières n'est plus depuis longtemps une organisation franco-française, mais on a discuté de cette problématique à l'échelle du mouvement international de MSF, et la position est la même, y compris dans le large secteur anglo-saxon. Ceci étant, j'admets parfaitement que notre position puisse présenter des contradictions, en tout cas des insuffisances nées de notre origine hexagonale…

R. H. : Vous avez évoqué la temporalité et la sectorisation comme éléments explicatifs. Mais la dichotomie entre prévention et réaction n'est-elle pas une autre donnée qui empêcherait les ONG humanitaires d'accéder à ces enjeux environnementaux ? La tradition urgentiste relève en effet de la réaction, alors que s'associer avec des ONG environnementalistes dans le cadre d'une conférence climat relèverait de la prévention. Or la thématique de la réduction des risques de catastrophes est relativement peu développée dans les ONG humanitaires françaises…

R. B. : C'est vrai, même si dans le domaine médical, l'adage selon lequel « il vaut mieux prévenir que guérir » a encore bonne presse. Pour autant, il ne résout absolument rien. C'est du catéchisme : c'est bon pour les croyants, mais pour les autres… Tout le monde est d'accord sur le fait qu'il vaut mieux être en bonne santé que malade, mais je verrais mal Médecins Sans Frontières signer un appel en ce sens. C'est la même chose pour le changement climatique : dans la mesure où les faits sont largement reconnus par tous et où personne n'en appelle à davantage de CO^2 et de catastrophes naturelles, cela reviendrait à enfoncer solennellement une porte ouverte.

B. R. : Si personne n'en appelle, heureusement, à davantage de catastrophes naturelles, ce n'est pas aussi sûr en ce qui concerne le CO_2, car il y a encore beaucoup de climato-sceptiques ! Par ailleurs, là où je ne suis pas tout à fait d'accord avec Rony Brauman, c'est que lorsque des ONG en appellent à un régime contraignant en matière de changement climatique, ce n'est pas

une simple incantation, ou un catéchisme : elles demandent des règles, des engagements politiques et économiques précis. Elles sont dans la modalité d'action pour contrer un problème que l'on voit arriver à grands pas.

R. B. : J'admets l'objection, mais elle vient nourrir mon propos. Je ne signe un texte qu'à partir du moment où je suis capable d'en défendre les termes. Si je ne suis pas du tout sur mon terrain d'action, que cela n'a rien à voir avec mon expérience directe, je trouve cela embarrassant. Il faut que ce soient les gens qui ont vraiment une connaissance, qui ont mené des études qui le défendent. Et c'est une discipline qui vaut pour tous les domaines, qu'ils soient extrêmement importants comme celui-là, ou beaucoup plus limités.

R. H. : Est-ce qu'il n'y a pas une voie médiane reposant précisément sur la légitimité des ONG humanitaires à amener de l'information et de l'expertise, comme elles le font en matière de crise politique où elles témoignent tout simplement d'exactions commises, soit dans les médias, soit devant certaines instances internationales ? Ne peut-on pas concevoir que les ONG humanitaires témoignent tout simplement, de leur place, des dégâts causés par des phénomènes naturels manifestement anormaux, récurrents ?

B. R. : Pour moi, cela doit aller au-delà, car je pense que le travail d'organisations comme MSF, MdM, Oxfam ou Greenpeace renvoie au fait que le système de gouvernance traditionnel, qu'il soit national, européen ou international, fonctionne mal. Ces organisations, qui fédèrent sur des messages, des savoir-faire, des préoccupations globales, ont acquis un poids qui leur permet d'alerter sur des sujets comme le changement climatique. Les grands réseaux d'ONG ont une part de responsabilité qui dépasse le champ de leur légitimité technique. Prenons le cas de la relation entre les ressources en poisson du golfe de Guinée et les logiques migratoires de l'Afrique de l'Ouest vers l'Europe : on se rend compte qu'en ne prenant pas garde à la gestion de ces ressources, on appauvrit les pêcheurs qui n'ont souvent plus pour seule solution que de devenir passeurs pour les migrants qu'ils emmèneront à Las Palmas aux Baléares, là où des bateaux repavillonnés venant de Chine ou du Honduras déchargent les poissons pêchés illégalement… dans le golfe de Guinée ! Si sur ce genre de situations aussi injustes qu'ubuesques, les ONG ne créent pas de véritables coalitions, on se prive de leviers d'action sur ces enjeux de gouvernance.

R. B. : Je suis convaincu que les ONG humanitaires gagneraient à être plus ouvertes et à avoir davantage de contacts avec les organisations écologistes parce qu'elles ont besoin de se pénétrer de leur culture, de leur regard et de la connaissance que ces dernières ont d'enjeux qui sont peu familiers aux humanitaires et qui peuvent pourtant avoir des répercussions sur leur action. C'est valable pour toutes les ONG humanitaires, mais peut-être encore plus pour MSF qui, en raison de son histoire et de sa manière de faire, manque parfois d'ouverture vis-à-vis d'autres milieux. Pour autant, et même si j'entends bien ce que dit Bruno Rebelle sur les enjeux de gouvernance, il me semble que l'aspect déterminant relève d'une critique politique du capitalisme et de la forme menaçante qu'il a prise depuis une trentaine d'années. À mon sens en effet – et là je parle peut-être plus à titre individuel qu'en tant que personne liée à MSF –, c'est le déchaînement d'un libéralisme économique qui est en cause, en l'occurrence quand il prend la forme d'une prédation de la planète donnant lieu à des profits colossaux pour un nombre limité de personnes et à des effets extrêmement négatifs pour des populations entières. À quelle modalité d'action peut-on penser pour contrecarrer cette logique ? Dans les années 1920-1930, certains militants, notamment des confrères médecins, devenaient communistes parce que la seule réponse à la tuberculose était selon eux la destruction du capitalisme et la construction d'une société plus juste. Ce n'est pas moi qui leur reprocherai d'être devenus communistes, mais la tuberculose n'était certainement pas une bonne raison pour cela. Et aujourd'hui, je vois mal Médecins du Monde ou Médecins Sans Frontières s'aventurer sur ce champ politique, même si je suis convaincu que 90 % de nos membres respectifs sont absolument d'accord pour prendre position contre le néolibéralisme, le capitalisme financier et leur dimension prédatrice.

B. R. : Au risque de me répéter, je pense que la société – que ce soit en France, au Burkina Faso ou sur les rives du Mékong – repose sur des jeux d'acteurs et des rapports de force en fonction desquels certains prennent le dessus sur d'autres, parce que l'homme est ainsi fait. Et quand on est porteur d'une action, qu'elle soit de développement, humanitaire ou de défense de l'environnement, on ne peut faire abstraction de la complexité de ces jeux politiques dans lesquels on s'insère et sur lesquels inévitablement on a un effet. Sans même parler de Greenpeace, c'est ce que j'ai appris pendant les dix ans que j'ai passés à Vétérinaires Sans Frontières. Aujourd'hui, les associations ont trop tendance, me semble-t-il, à limiter leur action à leurs champs respectifs. Certes, cela permet d'avoir un impact très

ciblé et une optimisation des moyens pour obtenir des résultats immédiats, mais elles évacuent ainsi les possibilités d'effets à long terme. C'est en cela qu'il faudrait remettre du Politique – avec un grand P – dans l'action humanitaire et de développement. Cela fait des années qu'on se gargarise un peu en se disant qu'on apporte le bien, qu'on soigne des gens, mais l'acuité des problèmes environnementaux nous renvoie aujourd'hui aux limites de cette façon de voir : le problème est global et touche à l'accès direct aux ressources pour des millions de personnes.

R. B. : Encore faut-il définir ce qu'on entend par « remettre du Politique ». J'aurais tendance à dire que les ONG ne peuvent prétendre, en aucune manière, à une sorte de statut de surplomb ou d'extraterritorialité. Certes, elles baignent dans le politique et elles font de la politique, qu'elles le veuillent ou non. L'enjeu est de savoir quelle politique elles font ou souhaitent faire en fonction de leur capacité d'autonomie et de négociation… C'est là que survient un double objet politique particulièrement important, à savoir l'État et la violence, deux des grandes difficultés intellectuelles auxquelles se heurte toute réflexion sur l'humanitaire. Pour nous, Français, l'État a une signification relativement précise, schématiquement celle qu'on apprend à Sciences Po et qui est issue de la tradition historique française : l'État est réducteur d'incertitudes et producteur d'universalisme. Je m'y reconnais pleinement tout en étant conscient que c'est une définition limitée qu'on ne retrouve pas aux États-Unis par exemple, mais dans bien d'autres endroits dans le monde et dans certaines institutions. La Banque mondiale a longtemps pensé, notamment à la grande époque de son partenariat avec le FMI, que l'immense potentiel de la société civile était bridé par l'État, et qu'il fallait donc réduire le poids de celui-ci, ce qui a abouti à la privatisation de services publics. Il semble que la Banque mondiale ait revu sa conception, ce qui est encourageant. Pour autant, cela reste un problème auquel les humanitaires se heurtent, qu'ils doivent penser et intégrer à leurs analyses, mais qu'ils ne peuvent pas résoudre.

B. R. : S'ils ne peuvent pas le résoudre, ils peuvent l'influencer…

R. B. : … à condition d'en avoir une idée commune ! Pour prendre deux exemples de forces conservatrices qui avaient des conceptions de l'État radicalement opposées : Thatcher n'était pas moins politique que de Gaulle, mais l'un en appelait à un État fort quand l'autre voulait exactement le contraire. La question, encore une fois, n'est donc pas simplement de savoir si on fait

ou non de la politique, mais quelle politique on souhaite mener. La question se pose dans les mêmes termes pour le débat qui nous réunit et avec lequel je me sens en pleine empathie.

B. R. : La difficulté est de trancher. Entre mes expériences du développement à Vétérinaires Sans Frontières et du combat environnemental à Greenpeace, et aujourd'hui dans mes activités de conseil, je sais que je suis obligé de trancher dans les choix que je fais.

R. B. : Je ne suis pas sûr précisément que ce soit aux ONG de trancher là-dessus et c'est peut-être là un de nos points de désaccord…

Propos recueillis par **Boris Martin** et **Christophe Buffet**, le 21 mai 2014

Les discutants

Rony Brauman est médecin, ancien président de Médecins Sans Frontières (1982-1994), ancien professeur associé à Sciences Po (1994-1997) et directeur de recherches au Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires (Crash) de MSF. Essayiste, il est l'auteur de nombreux ouvrages sur l'humanitaire, mais aussi la désobéissance civile, les droits de l'Homme ou le sionisme.
Bruno Rebelle vétérinaire de formation, est cofondateur et ancien directeur général de Vétérinaires Sans Frontières, ancien directeur exécutif de Greenpeace France (1997-2003), puis directeur des programmes de Greenpeace International. Il est aujourd'hui directeur de Transitions, une agence de conseil en développement durable. Il a publié des ouvrages sur le modèle associatif et sur l'écologie (*Libérons les Énergies ! Pour une transition énergétique ambitieuse*, éditions Lignes de Repères, mai 2014).